

6e puissance économique mondiale avec une agriculture à deux visages

© 02/06/2014 |  Frédéric Hénin •  Terre-net Média

Le produit intérieur brut par habitant de 10.000 dollars masque d'importantes disparités. En zone rurale, elles se traduisent par une agriculture duale et par l'existence de deux ministères de l'Agriculture.

Le Brésil accueille la coupe du monde de football du 12 juin au 13 juillet 2014. A cette occasion, Terre-net vous propose un focus sur l'agriculture de ce pays à travers plusieurs articles :

[6e puissance économique mondiale mais avec une agriculture duale](#)

[1er exportateur mondial de soja, de viande bovine et de volailles](#)

[Zoom sur la production de soja et de maïs](#)

[Le 2ème producteur mondial de bioéthanol relance l'industrie de la canne à sucre](#)

[79,4 Mds d'\\$ d'excédent commercial agroalimentaire en 2012](#)

[La répartition inégale des terres maintient la pauvreté en zone rurale](#)



Troupeau de Nelore cows.

Le Brésil est le premier exportateur mondial de viande bovine.

(©lhpitombo)

Le Brésil joue dorénavant dans la cour des grands. Avec 1.780 Mds de dollars de produit intérieur brut (Pib), il est la **6e puissance économique mondiale**, derrière la France et devant la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie.

Représentant 5 % du Pib, l'agriculture est un des secteurs majeurs de **l'économie brésilienne**. L'ensemble du complexe agricole et agroalimentaire représente 22 % du Pib environ (chiffres 2011 - Cepea-Usp) et 39 % des **exportations totales brésiennes** en 2012 (Mapa).

Avec un solde commercial de 79 Mds de dollars en 2012 pour 96 Mds d'exportations, l'agriculture a aussi largement contribué, par la rentrée de devises, au redressement économique du Brésil depuis la fin des années 1990.

En employant 19 % de la population active, l'agriculture contribue largement à la réduction de la pauvreté. Aidée par la croissance économique, elle a diminué de moitié au cours des vingt dernières années mais les écarts de richesses demeurent très importants. Le Pib par habitant de 10.000 dollars (1/3 du Pib par Français) masque d'importantes disparités. Celles-ci se traduisent en zone rurale par **une agriculture duale** et par l'existence de deux ministères de l'Agriculture.

19 % de la population active

L'agriculture familiale regroupe 85 % des exploitations et fournit 70 % des aliments consommés mais elle ne représente que 20 % de la valeur ajoutée.

La taille moyenne d'une exploitation familiale est de 18 ha, contre plus de 300 ha en moyenne pour les exploitations tournées vers les marchés. Mais 39.000 fermes de plus de 2.000 ha, exploitant 42,5 % des terres du pays, cohabitent avec 4,3 millions de petits producteurs familiaux. Et parmi ces derniers, on distingue les trois millions de paysans disposant de moins de 25 ha chacun (soit au total 5,1 % de la surface agricole du Brésil) des plus pauvres (1,5 million) qui bénéficient de programmes sociaux de lutte contre la pauvreté.

La petite agriculture peine à s'insérer sur les marchés et à dégager des revenus. Employant plus des trois quarts de la main-d'œuvre agricole brésilienne, elle est tournée vers les productions vivrières (haricot, manioc, riz), moins exigeantes en capital.

La succession de plans annuels vise à la fois à exploiter le potentiel agricole brésilien et à assurer sa croissance plus équitable. Le gouvernement s'appuie pour cela sur les 90 millions d'hectares disponibles pour l'agriculture (essentiellement des pâturages dégradés, sans toucher à la forêt amazonienne) et sur

les perspectives de croissance de la demande mondiale de produits agricoles dans les prochaines années. Mais la quasi-totalité des terres attribuées à des Sans-terre sont des terres publiques et non des terres « confisquées ».

Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (Mapa) a en charge l'agriculture « d'exportation » tandis que celui du Développement agricole (Mda) est chargé de la réforme agraire et de l'appui à l'agriculture familiale (800 M€). Et en prenant en compte les fonds privés associés, la répartition est plus déséquilibrée : 46 Mds d'€ pour le Plano safra du Mapa et 7,5 Mds d'€ pour celui du Mda.

Deux ministères pour deux agricultures

Chaque année en juin, le gouvernement lance un nouveau plan de développement. Ou plutôt deux : un Plano Safra pour l'agriculture commerciale et un Plano Safra pour l'agriculture familiale.

Le plan 2013-2014 de soutien à l'agriculture commerciale brésilienne du Mapa, lancé le 4 juin 2013 confirme l'importance de l'engagement financier mobilisé par les pouvoirs publics. Les principales mesures sont les suivantes :

- aide à l'obtention de crédits à des taux bonifiés pour l'investissement, les frais de campagne, ou des secteurs spécifiques (café, biocarburants). Ils se montent à 13,6 milliards de Brl (environ 54 milliards d'euros) soit une augmentation de 18 % par rapport à l'exercice précédent ;
- appui à la commercialisation par un système de prix minimum sur une partie de la récolte ;
- appui à l'assurance individuelle : l'objectif affiché reste d'assurer 20 % des terres contre 8 % aujourd'hui en augmentant de 70 % la prise en charge des primes ;
- construction de stockage privé et public ;
- soutiens à la recherche agronomique et à la Défense sanitaire et phytosanitaire sur le territoire.

L'une des priorités de **la politique agricole brésilienne** est de créer les conditions financières permettant d'augmenter la production et d'améliorer la productivité de l'agriculture familiale.

Doté seulement de 14 % des crédits alloués à l'ensemble du secteur agricole, le Plan Safra (Mda + fonds privés) pour l'agriculture familiale (2013-2014) n'en est pas moins ambitieux. Il prévoit entre autres :

- des crédits « super-bonifiés » (Pronaf) dédiés notamment aux frais de campagne, ou aux investissements (programme « Mais Alimentos ») ;
- des systèmes spécifiques de garantie des prix sous forme d'avance de trésorerie transformable en subvention selon les conditions de marché (ce qui équivaut à une aide contra-cyclique) ;
- ou encore, l'obligation pour la production de biodiesel, de se fournir pour 15 % à 30 % de leur approvisionnement auprès de l'agriculture familiale ;

L'idée défendue est de lutter contre la pauvreté en intégrant l'agriculture familiale dans le marché.

Pour en savoir plus :

[Les politiques agricoles à travers le monde : le Brésil](#)

D'après des extraits de "Entre croissance et durabilité : quel modèle de développement agricole au Brésil ?" (ministère de l'Agriculture) et "Politiques agricoles à travers le monde – le Brésil" (ministère de l'Agriculture).